

## MARCHE PUBLIC DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

(CCAP N° MOE-AUDIENCES-APJ-EVREUX du 27/05/2025)

#### *L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage*

Ministère de la Justice - SG / DIR-SG-Grand-Ouest / DI de Rennes

#### *Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)*

Monsieur le chef du Département Immobilier de la Délégation interrégionale  
Grand Ouest du Ministère de la Justice

#### *Objet du marché*

Mission de maîtrise d'œuvre relative à la restructuration de deux zones d'audiences + locaux connexes au RDC + R+1 et l'aménagement de la salle des pas perdus dont les locaux connexes au RDC. Les travaux comprennent la restructuration des salles civile et correctionnelle dont la création d'un plancher pour chacune de ces salles et l'aménagement des espaces créés au-dessus de ces deux salles ainsi que des locaux connexes au R+1, rénovation des locaux connexes au RDC de ces deux salles d'audiences, l'aménagement de la salle des pas perdus et des locaux connexes au RDC. Le programme des travaux exclus les travaux de CVCD et menuiseries extérieures de l'ancien palais de justice d'Evreux. Le marché comprend une tranche ferme (diagnostic de la zone civile et de la salle des pas perdus) et 4 tranches optionnelles. Lieu d'exécution : APJ - 30 rue Joséphine – 27 000 Evreux



# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

## SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE 1 - OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES .....	6
1. 1 - Objet du marché .....	6
1. 2 - Titulaire du marché .....	8
1. 3 - Sous-traitance.....	8
1. 4 - Contenu de la mission .....	8
1. 4. 1 - Eléments de mission de base : .....	8
1. 4. 2 - Missions complémentaires de maîtrise d'œuvre telles que définies par le code de la commande publique.....	8
1. 4. 3 - Autres éléments de mission de maîtrise d'œuvre : .....	9
1. 5 - Décomposition en tranches et en lots .....	9
1. 6 - Intervenants.....	10
1. 6. 1 - Maître d'ouvrage .....	10
1. 6. 2 - Contrôle technique.....	10
1. 6. 3 - Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (SPS).....	10
1. 6. 4 - Ordonnancement, pilotage et coordination.....	10
1. 7 - Caractéristiques des marchés de travaux .....	11
1. 8 - Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel .	11
1. 8. 1 - Obligation de confidentialité.....	11
1. 8. 2 - RGPD (Règlement général sur la protection des données).....	11
1. 9 - Dispositions générales .....	11
1. 9. 1 - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail .....	11
1. 9. 2 - Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés .....	12
1. 9. 3 - Responsabilités et Assurances .....	13
1. 9. 4 - Réalisation de prestations similaires.....	14
1. 9. 5 - Clauses sociales et environnementales .....	14
1. 9. 6 - Représentation du maître d'ouvrage.....	17
1. 9. 7 - Notifications.....	18
ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE .....	18
ARTICLE 3 - PROPRIETE INTELLECTUELLE .....	19
ARTICLE 4 - REMUNERATION - REGLEMENT DES COMPTES - VARIATION DANS LES PRIX .....	19
4. 1 - Rémunération.....	19
4. 1. 1 - Généralités .....	19
4. 1. 2 - Montant.....	19
4. 1. 3 - Modification .....	19
4. 2 - Règlement des comptes .....	19
4. 2. 1 - Modalités de transmission et de paiement.....	20
4. 2. 2 - Rythme de règlements .....	20
4. 2. 3 - Rémunération des éléments de mission .....	22
4. 2. 4 - Modalités particulières de paiement.....	22
4. 2. 5 - Acompte.....	23
4. 3 - Variation dans les prix .....	23
4. 3. 1 - Modalités de variation des prix.....	23
4. 3. 2 - Mois d'établissement des prix du marché.....	23
4. 3. 3 - Choix de l'index de référence .....	24
4. 3. 4 - Modalités de révision des prix .....	24
4. 3. 5 - Application de la taxe à la valeur ajoutée .....	24

ARTICLE 5 - EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE JUSQU'À LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX .....	24
5. 1 - Coût prévisionnel des travaux.....	24
5. 2 - Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux .....	25
5. 3 - Coût de référence des travaux .....	25
5. 4 - Moyens donnés au coordonnateur SPS et bureau de contrôle - Obligations du MOE .....	26
5. 5 - Variantes pour les marchés de travaux.....	26
ARTICLE 6 - EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE APRES LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX .....	26
6. 1 - Coût initial des marchés de travaux, conditions économiques d'établissement .....	26
6. 2 - Tolérance sur le coût initial des marchés de travaux .....	27
6. 3 - Seuil de tolérance sur le coût initial des marchés de travaux.....	27
6. 4 - Comparaison entre réalité et tolérance .....	27
6. 5 - Travaux modificatifs ou supplémentaires .....	27
6. 5. 1 - Définition .....	27
6. 5. 2 - Modalités d'acceptation.....	27
6. 6 - Réduction pour dépassement du seuil de tolérance.....	28
6. 7 - Suivi de l'exécution des travaux .....	28
6. 8 - Ordres de service.....	28
6. 9 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail .....	28
6. 9. 1 - Autorité du coordonnateur SPS .....	28
6. 9. 2 - Moyens donnés au coordonnateur SPS .....	29
ARTICLE 7 - DELAIS ET PENALITES .....	30
7. 1 - Définitions et points de départ.....	30
7. 1. 1 - Eléments de mission "études" .....	30
7. 1. 2 - Elément de mission ACT .....	30
7. 1. 3 - Elément de mission VISA, EXE totale et SYN .....	31
7. 1. 4 - Elément de mission DET.....	31
7. 1. 5 - Elément de mission OPC .....	31
7. 1. 6 - Elément de mission AOR .....	32
7. 2 - Délais et pénalités .....	32
7. 2. 1 - Délais et pénalités appliqués aux éléments de mission .....	32
7. 2. 2 - Pénalités liées au non-respect des clauses sociales .....	35
7. 2. 3 - Pénalités pour non-respect des clauses de confidentialité.....	35
7. 2. 4 - Pénalité pour non-respect de la réglementation RGPD.....	35
7. 2. 5 - Pénalités sur les situations de travaux.....	35
7. 2. 6 - Pénalités sur les réunions de chantier ou réunions spécifiques .....	35
La présence du titulaire à toutes les réunions nécessaires au bon fonctionnement du chantier et à la bonne réalisation de l'ouvrage est indispensable, dont les points avec la juridiction ou des réunions avec le Département immobilier ou cour d'appel de Rouen. En cas d'absence du chargé d'affaire, un remplacement est automatiquement mis en place avec un personnel connaissant le projet, ayant un pouvoir de décision et de signature. La présence du maître d'œuvre n'est donc pas limitée aux seules réunions de chantier. L'absence à une réunion indispensable au bon fonctionnement du projet et du chantier entraîne l'application d'une pénalité forfaitaire de 300 euros. ....	
7. 2. 7 - Pénalité relative à la période de préparation .....	35
7. 2. 8 - Pénalité pour une carence d'obligation d'affichage (panneau de chantier/travailleurs détachés , etc.).....	35
7. 2. 9 - Pénalités diverses pour le titulaire du présent marché.....	35
ARTICLE 8 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE .....	36
8. 1 - Retenue de garantie .....	36
8. 2 - Avances .....	36
ARTICLE 9 - ADMISSION - ACHEVEMENT DE LA MISSION - RESILIATION.....	37
9. 1 - Admission des documents présentés par le MOE .....	37
9. 1. 1 - Nombre d'exemplaires .....	37
9. 1. 2 - Délais d'admission des documents d'études .....	37
9. 1. 3 - Délais de vérification des autres documents présentés par le MOE .....	38
9. 2 - Achèvement de la mission.....	38
9. 3 - Arrêt de l'exécution des prestations .....	38

9. 4 - Résiliation..... 39

9. 4. 1 - Résiliation pour motif d'intérêt général ..... 39

9. 4. 2 - Résiliation du marché aux torts du MOE ou cas particulier ..... 39

9. 4. 3 - Autres cas de résiliation..... 39

ARTICLE 10 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX..... 40



## ARTICLE 1 - OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES

### 1. 1 - Objet du marché

Conformément aux dispositions des articles L.2172-1, L.2432-1 et L.2432-2, et R.2172-1 à R.2172-6, et R.2432-1 à R.2432-6 du CCP, le présent marché est un marché de maîtrise d'œuvre relatif à la restructuration de deux zones d'audiences qui comprend la rénovation des salles civile et correctionnelle dont la création d'un plancher pour chacune de ces salles et l'aménagement des espaces créés au-dessus de ces deux salles ainsi que des locaux connexes au R+1, la rénovation des locaux connexes au RDC de ces deux salles d'audiences, l'aménagement de la salle des pas perdus et des locaux connexes au RDC. Le programme des travaux exclus les travaux de CVCD et menuiseries extérieures de l'ancien palais de justice d'Evreux qui sont pris en charge par deux équipes de MOE déjà notifiées. Le marché comprend une tranche ferme (diagnostic de la zone civile et de la salle des pas perdus et locaux connexes au RDC et R+1) et 4 tranches optionnelles. Une équipe de maîtrise d'œuvre (Atelier G) a pour mission de mettre en place un système de ventilation à l'échelle globale du bâtiment, dont celui des salles d'audiences/salle des pas perdus objet du présent marché. L'équipe de maîtrise d'œuvre (Lympia architecture) a une mission globale de réfection du clos couvert et de création d'une passerelle et coursive qui devront être en parfaite jonction avec l'entresollement des deux salles objet du présent marché. Une coordination parfaite est donc demandée avec ces deux équipes de MOE. Le titulaire déterminera l'ordonnancement optimal entre les travaux de ventilation, de création de la passerelle et la rénovation et entresollement de la salle en lien avec les deux autres maîtres d'œuvre.

#### **Salles d'audiences et locaux connexes autour de la salle :**

L'objectif est de rénover la zone où se situe la salle d'audience civile en priorité puis de traiter la zone où se situe la salle d'audience correctionnelle. L'objectif pour les deux salles d'audiences est d'atteindre des qualités élevées en termes d'acoustique (à minima le même niveau que celui de la salle d'assises), d'audibilité et de luminosité spécifiques à des salles d'audiences. Une attention particulière sera également portée par le titulaire sur l'ergonomie et l'accessibilité et l'intégration des équipements de sono et vidéo. Ces derniers sont fournis et installés par un prestataire notifié. Le titulaire s'attachera, notamment dans le cadre de l'impact environnemental et financier du projet, à rénover et/ou adapter les mobiliers existants afin d'améliorer les assises (confort) et qu'y soit intégrer des prises de CFO et CFA. Le titulaire proposera également des solutions de remplacement à neuf des mobiliers (dont un approvisionnement via un marché réservé, celui des détenus). Le titulaire garanti une mise en accessibilité totale des salles d'audiences y compris à l'arrière des salles (accès à l'estrades par les magistrats) et supprime les marches d'accès à l'estrade. L'accessibilité PMR doit être assurée en tout point dont les postes de travail des salles d'audiences. Les bancs publics sont à rénover et/ou à remplacer. Concernant les sols, le titulaire devra soit les conserver, les rénover ou les remplacer. L'ambiance de la salle est souhaitée lumineuse, fonctionnelle et moderne. La salle correctionnelle est déjà pourvue d'un box détenu. Le titulaire prévoit, si une demande est validée lors de la phase d'étude par la MOA, de son amélioration, de sa rénovation ou de son remplacement et le rend accessible aux PMR. Un box sera potentiellement à créer dans la salle civile (point qui sera confirmé en phase d'étude). Ce box devra suivre les prescriptions du Ministère de la justice en fonction du niveau de sûreté arbitré. Il sera accessible aux PMR. La salle correctionnelle dispose déjà d'un système d'audio et visio et le système devra être réinstallé (voir complété) par un prestataire d'ores et déjà désigné par la MOA. Pour la salle civile, un nouveau système de visio/sono sera installé. Il le sera soit avant soit pendant les travaux. Le titulaire du présent marché prend en charge tous les pré-requis afin de permettre au prestataire « sono et vidéo » d'installer ses équipements. Le titulaire du présent marché assure, autant que nécessaire, des réunions techniques et d'assistance dans ce domaine auprès du prestataire et du MOA.

Les salles seront entresolées (création d'un plancher). Les espaces créés au-dessus de la salle d'audience doivent accueillir des locaux type salle de réunion, bureaux de passage, salle de convivialité avec kitchenette/tisanerie et un local ménage. Le choix des locaux sera arbitré en phase d'études en fonction des aspects techniques, programmatique et budgétaires principalement. Ces espaces ne seront pas en principe « ERP ». Ils doivent être conforme à la réglementation du code du travail (et tout autre réglementation applicable dont ERP si ce choix est réalisé) notamment sur les questions de luminosité, de ventilation, d'accessibilité et de performance thermique (été et hiver), etc. . **Le traitement acoustique doit garantir qu'aucun bruit de discussions ou les bruits d'impacts, d'ambiance sonore ou autre ne soit perçu entre la salle d'audience et les locaux créés au-dessus ou la salle des pas perdus.**

Les réaménagements des locaux informatique, salle télécom/autocom, sas d'attente détenus, recloisonnement des bureaux autour des salles d'audiences, l'espace avocat, création d'un espace presse et de tous les locaux autour des salles d'audiences au RDC et au R+1 seront arbitrés en phase d'études en fonction des aspects techniques, programmatique et budgétaires principalement et ils seront traités en tout ou partie lors de la rénovation de la salle civile, de la salle correctionnelle ou la salle des pas perdus.

#### **Salle des pas perdus :**

Le projet intègre également l'aménagement de la salle des pas perdus et les locaux autour de cette salle (aménagement d'un poste d'accueil secondaire, aménagement d'un bureau d'aide aux victimes ou autre, mise en place d'un distributeur de nourriture et de boisson (point d'eau à prévoir), réaménagement de l'ancien SAUJ et du poste de filtrage). Ces aménagements seront arbitrés en phase d'études en fonction des aspects techniques, programmatique et budgétaires principalement et ils seront traités en tout ou partie lors de la rénovation de la salle civile ou de la salle correctionnelle. Le traitement acoustique et thermique de la salle des pas perdus permettront de réduire les consommations énergétiques à l'échelle globale du bâtiment. Le titulaire aura de bonnes compétences en courant faible car le projet inclus la rénovation voir la relocalisation des locaux qui est jugée complexe par le maître d'ouvrage.

Il est précisé que des infestations parasitaires actives peuvent être présente sur la zone de travaux (RDC et/ou R+1) et autour de ces zones. Toutes les mesures doivent être mise en œuvre pour traiter ces problématiques dans les règles de l'art.

Une passerelle et coursive intérieure ainsi qu'un système de ventilation seront mis en œuvre. Le titulaire assure une coordination, sans limitation, avec les deux autres maîtrises d'œuvre pour ordonnancer au mieux les travaux et dont l'objectif est de limiter les nuisances, déduire les coûts et les délais.

#### **Cadrage :**

Le titulaire doit proposer au minimum 3 projets (5 maximum) avec des variantes concernant le coût global et le coût du cycle de vie du projet, le réemploi et des projets qui favorisent la réalisation de clauses sociales (emploi de personnes en difficultés ou autre). Le projet doit absolument être à faibles nuisances, à très faibles impact environnemental et permettre une continuité absolue de l'ensemble des activités au sein du palais de justice. Il doit être soutenable budgétairement tant au niveau du coût travaux que des futurs coûts d'exploitation, d'entretien, maintenance, recyclage, fin de vie etc., qu'en termes social et environnemental (approche globale et de coût de cycle de vie).

Le titulaire prend en compte les aspects d'économie circulaire, de chantier à faibles nuisances, à très faible impact environnemental. Le titulaire met en œuvre un projet bas carbone qui intègre le coût du cycle de vie et de coût global et sélectionne donc des matériaux selon leur durabilité, facilité et coût d'entretien, coût de maintenance, d'exploitation et de performance sur le long terme et favorise autant que possible le réemploi ou l'emploi de matériaux recyclés. Le titulaire intègre dans son projet la mise en œuvre et le pilotage technique et administratif depuis la phase de conception jusqu'à la fin de sa mission (AOR) d'un label BBCE et efficacité rénovation et patrimoine.

Le titulaire assurera une mission de sourcing dans le cadre des obligations du MOA, une mission CEM, acoustique, mobilier et signalétique, CSSI et label en plus des missions de base et des missions complémentaires de MOE.

Le titulaire devra également prendre à son entière charge la coordination, dans le cadre des travaux des prestataires qui sont titulaires de marchés de maintenance ou entretien (PFRA ou autre) au sein de la juridiction. La MOA indique que la juridiction a un mainteneur multi technique qui sous traite beaucoup de prestations et qui doit assurer des prestations (telles que le raccordement de portes au système de sûreté ou remplacement de tête de détection incendie). Le titulaire anticipera et prévoira, sans limitation, des rencontres avec l'ensemble de ces prestataires dès la phase étude et avec la juridiction et MOA afin d'anticiper les potentiels limites de prestations ou absence de prise en charge de certaines prestations dans le cadre des travaux.

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant :  
Ancien palais de justice d'Evreux

L'ouvrage à réaliser, conformément au programme, appartient à la catégorie des ouvrages de bâtiment pour une opération de réhabilitation.

## 1. 2 - Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché, désigné dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) sous le nom de "le maître d'œuvre", sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement.

## 1. 3 - Sous-traitance

Le MOE ne peut sous-traiter que certaines prestations de son marché en particulier compte tenu des dispositions de la loi n°77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture.

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans la déclaration de sous-traitance.

Le MOE doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-9.3. ci-après.

## 1. 4 - Contenu de la mission

La mission confiée au MOE est constituée des éléments de missions définis dans les articles R.2431-8 à R.2431-23 du CCP et complétés dans le CCTP. Ces éléments de mission, listés ci-après, sont considérés comme des **parties techniques**.

Les obligations à la charge du MOE issues des articles du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux en vigueur (CCAG Travaux), s'appliquent au présent contrat.

### 1. 4. 1 - Eléments de mission de base :

<b>ESQ :</b>	Les études d'esquisse
<b>APS :</b>	APS : avant-projet sommaire ;
<b>APD :</b>	APD : avant-projet définitif, comprenant notamment le dépôt et l'obtention de la / des autorisation(s) administrative(s) nécessaire dans l'opération. La mission intègre toute prestation nécessaire à sa réalisation ;
<b>PRO :</b>	Les études de projet ;
<b>ACT :</b>	L'assistance au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux ;
<b>VISA :</b>	L'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs ;
<b>DET :</b>	La direction de l'exécution des contrats de travaux ;
<b>AOR :</b>	L'assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (GPA) prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux ;

La mission de base intègre les obligations relatives à la gestion des Déchets de Chantier au sens des articles L541-1 à L541-50 et L542-1 à L542-14 du code de l'environnement et de ses textes d'application.

Elle intègre aussi les obligations relatives à la Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (CSSI) au sens de la norme NFS 61932. A ce titre, le MOE assure la fonction de coordonnateur SSI.

### 1. 4. 2 - Missions complémentaires de maîtrise d'œuvre telles que définies par le code de la commande publique

<b>DIAG (tranche ferme) :</b>	les études de diagnostic ;
-------------------------------	----------------------------



**EXE totale :** les études d'exécution totale pour tous les corps d'état ;

**SYN :** la réalisation des plans de synthèse et organisation de la cellule de synthèse ;

**OPC :** l'Ordonnancement, Pilotage et Coordination. La mission s'achève à la fin de la période de GPA.

#### 1. 4. 3 - Autres éléments de mission de maîtrise d'œuvre :

**CSSI :** la coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (CSSI) au sens de la norme NFS 61-932 ;

**CEM :** la détermination des coûts annuels d'exploitation-entretien-maintenance, la justification des choix architecturaux et techniques par l'analyse du coût global de l'ouvrage et du cycle de vie (ACV) à fournir à chaque phase d'études ;

#### **Acoustique**

**Mobilier et signalétique :** avec un objectif de réemploi ou de faire appel à un marché réservé type pénitencier et choix des mobiliers aux sein du catalogue UGAP.

#### **SOURCING**

#### **LABEL**

#### **Déchets – environnement et réemploi**

### **1. 5 - Décomposition en tranches et en lots**

Il n'est pas prévu d'allotissement.

Tranche ferme : diagnostic de la zone civile (salle d'audience civile + locaux connexes au RDC et R+1) et diagnostic de la salle des pas perdus et des locaux connexes au RDC).

Tranche optionnelle 01 : mission de base MOP + autres missions de MOE + missions complémentaires pour la zone audience civile + locaux connexes au RDC et R+1 : ESQ – APS – APD – PRO – ACT – VISA – DET – AOR – EXE totale – SYN - OPC – CSSI – CEM – mobiliers et signalétiques – acoustique - sourcing – déchets - environnement et réemploi – Label

Tranche optionnelle 02 : diagnostic de la zone correctionnelle (salle d'audience correctionnelle + locaux connexes au RDC et R+1).

Tranche optionnelle 03 mission de base MOP + autres missions de MOE + missions complémentaires pour la zone audience correctionnelle + locaux connexes au RDC et R+1 ) : ESQ – APS – APD – PRO – ACT – VISA – DET – AOR – EXE totale – SYN - OPC – CSSI – CEM – mobiliers et signalétiques – acoustique - sourcing – déchets - environnement et réemploi - Label

Tranche optionnelle 04 mission de base MOP + autres missions de MOE + missions complémentaires pour la salle des pas perdus + locaux connexes au RDC) : ESQ – APS – APD – PRO – ACT – VISA – DET – AOR – EXE totale – SYN - OPC – CSSI – CEM – mobiliers et signalétiques – acoustique – sourcing – déchets - environnement et réemploi - Label

L'ordre des tranches optionnelles ne préjuge pas de l'ordre d'affermissement de ces dernières.

La tranche ferme démarre à la notification du marché au courrier de validation du MOA.

La décision d'affermissement de la tranche optionnelle 01 intervient dans un délai de 24 mois à compter de la fin de la tranche ferme.

La décision d'affermissement de la tranche optionnelle 02 intervient dans un délai de 60 mois à compter de la notification du marché.

La décision d'affermissement de la tranche optionnelle 03 intervient dans un délai de 24 mois à compter de la fin de la tranche optionnelle 01.

La décision d'affermissement de la tranche optionnelle 04 intervient dans un délai de 60 mois à compter de la notification du marché.

La tranche optionnelle débute à compter de la date indiquée dans le courrier d'affermissement de la tranche optionnelle. La tranche optionnelle s'achève dans les conditions indiquées à l'article 9.2 du CCAP.

Il n'est pas prévu d'indemnité de dédit ou d'attente ou autre sur la tranche optionnelle 01.

La durée maximale du marché est de 72 mois

Il n'est pas prévu d'indemnité de dédit sur la tranche optionnelle.

## 1. 6 - Intervenants

### 1. 6. 1 - Maître d'ouvrage

Ministère de la Justice - SG / DIR-SG Grand Ouest

Représenté par le directeur du Département Immobilier de la Délégation interrégionale Grand Ouest du Ministère de la Justice.

Chef de projet : BRYON Stéphane ([stephane.bryon@justice.gouv.fr](mailto:stephane.bryon@justice.gouv.fr) / 07.78.11.34.45)

### 1. 6. 2 - Contrôle technique

La consultation pour le choix du contrôleur technique sera engagée prochainement. Le titulaire du présent marché sera informé dès que la désignation du contrôleur technique sera effective.

Les missions confiées par le maître d'ouvrage au contrôleur technique sont :

- **Missions de base** : L et S ;
- **Missions complémentaires** : LE, LP, SEI, Th, PHa,, PV, F,Av, PS, LP, VIEL, HAND-attestation Le MOE doit intégrer dans ses études, sans rémunération supplémentaire, l'ensemble des observations du contrôleur technique que le maître d'ouvrage ou le contrôleur technique lui a notifié, afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études qu'à celui de la réalisation de l'ouvrage. Le MOE s'assure que le RICT du bureau de contrôle est exhaustif et ne comporte pas d'erreurs ou omissions. Le MOE conseille le MOA sur les missions de contrôle technique à souscrire auprès du bureau de contrôle.

Le MOE devra s'assurer que les entreprises de travaux et autres prestataires qui interviennent dans le cadre du projet (visio, sono, etc.) fournissent les documents permettant de lever les avis suspendus et défavorables et réalisera les mises en demeure adéquate.

Si ces remarques interviennent après la mise au point des marchés de travaux et font suite, soit à l'application d'une réglementation nouvelle, soit à la modification d'une réglementation existante, les études supplémentaires peuvent donner lieu à une rémunération complémentaire pour le MOE. Cette rémunération est négociée avec le maître d'ouvrage et un avenant est établi, le cas échéant.

### 1. 6. 3 - Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (SPS)

La mission de coordination en matière de SPS sera attribuée ultérieurement, le nom du coordonnateur SPS ainsi que celui de la personne physique seront alors communiqués au MOE.

L'opération, objet du présent marché, relève de la **catégorie 2 sans risques particuliers** au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Le MOE met en œuvre les principes généraux de prévention définis aux 1°, 2°, 3°, 5°, 6° et 8° de l'article L.4121-2 du Code du Travail.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au MOE en application des dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur SPS".

### 1. 6. 4 - Ordonnancement, pilotage et coordination

La réalisation des prestations décrites dans l'élément de mission OPC est confiée au MOE.

## **1. 7 - Caractéristiques des marchés de travaux**

Conformément à l'article L 2113-10 du CCP, les marchés de travaux seront passés en lots séparés, sauf si leur objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

## **1. 8 - Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel**

### **1. 8. 1 - Obligation de confidentialité**

En application de l'article 5-1 du CCAG-MOE, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 7-2.3 du présent CCAP.

En complément de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire est informé que la présente mission nécessite que des règles de confidentialité soient observées et il devra se conformer aux dispositions suivantes :

#### **(1) Gestion des documents et des informations en phase consultation et en phase exécution :**

- Prendre toutes mesures pour assurer la confidentialité de l'ensemble du présent dossier de consultation et de l'ensemble des documents qui sera fourni pendant l'exécution de la prestation ;
- Tenir un registre des documents mouvementés et des personnes ayant eu accès au dossier ;
- Les informations reçues et traitées au cours de l'opération seront considérées comme strictement confidentielles.

#### **(2) Habilitation des personnels en phase consultation et en phase exécution :**

L'accès aux sites est susceptible d'être conditionné à la délivrance d'autorisation d'accès par la juridiction. A cet effet, le candidat devra remettre aux services mentionnés précédemment, 8 jours au moins avant la date de sa première venue sur le site, les noms, les prénoms et scan de pièce d'identité des personnels concernés. Ce point sera évoqué et redéfini lors de la réunion de lancement du projet sur site.

Ces obligations pourront s'appliquer aux éventuels co-traitants ainsi qu'aux éventuels sous-traitants que le candidat pourrait solliciter pendant sa mission.

### **1. 8. 2 - RGPD (Règlement général sur la protection des données)**

En application de l'article 5-2 du CCAG-MOE, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le Maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat. L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet. Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016. En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 7-2.4 du présent CCAP.

## **1. 9 - Dispositions générales**

### **1. 9. 1 - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

Le MOE est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 30.1 du CCAG-MOE.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

#### 1. 9. 2 - Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

##### (1) Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le MOE est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le MOE entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 4-2.4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

## (2) Lutte contre les prestations de services internationales illégales

### a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

### b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins,
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
  - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 30.1 du CCAG-MOE.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

## 1. 9. 3 - Responsabilités et Assurances

### (1) Responsabilités

D'une manière générale, le maître d'œuvre assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le maître d'œuvre répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

### (2) Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le maître d'œuvre et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Leurs polices doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 10 000 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 5 000 000 € par sinistre

### (3) Assurances de responsabilité civile décennale :

S'agissant de la réalisation d'ouvrages dont le coût prévisionnel des travaux et honoraires est inférieur à 15 millions d'euros HT, le MOE déclare être titulaire d'une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier la garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- Garantie effondrement avant réception
- Responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles
- Dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun.

Le MOE justifiera d'une police d'assurance individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances conforme à l'article A 243-2 et suivants du code des assurances émanant de sa société d'assurances.

Il devra être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants devront prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.

#### (4) Dispositions communes

Par dérogation à l'article 9.1 du CCAG-MOE, pour justifier l'ensemble de ces garanties, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le titulaire devra justifier, y compris pour ses éventuels sous-traitants, qu'il a acquitté ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent projet sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Il notifiera au maître d'ouvrage toutes modifications affectant son contrat d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ...)

Le MOE qui conçoit un ouvrage nécessitant des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à la charge du titulaire.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

#### 1. 9. 4 - Réalisation de prestations similaires

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R2122-7 du CCP.

#### 1. 9. 5 - Clauses sociales et environnementales

##### (1) Clauses sociales

#### **3000 heures minimum.**

L'action d'insertion professionnelle peut être mise en œuvre par le titulaire selon une ou plusieurs des modalités suivantes :

- Par la mise à disposition de salariés en insertion via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ);

- Par une embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire du marché, ou en contrats en alternance

- Par le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion (EI) ou une entreprise adaptée (EA) ou par le recours à des établissements et services d'aides par le travail (ESAT).

Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, contrat d'insertion professionnelle...), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

### **Le suivi du dispositif :**

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le titulaire peut bénéficier d'un service spécifique d'accompagnement par le facilitateur social de L'agglomération Evreux Portes de Normandie Madame Nathalie Le Fléouter (02.32.60.60.96) /nlefleouter@epn-agglo.fr)

### **o Mission du facilitateur :**

A titre informatif, dans le cadre du marché, le facilitateur a pour mission notamment :

- d'informer le titulaire sur les différentes modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion ;
- d'informer le titulaire sur les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) qui opèrent dans le secteur d'activité du marché ;
- d'accompagner le titulaire dans la définition du besoin de recrutement (nature du poste, compétence, etc.) et de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de la clause d'insertion (embauche directe, mise à disposition, etc....) ;
- de mettre en œuvre des actions de formation (pré-qualification, qualification, alternance) pour favoriser le recrutement direct des personnes en insertion ;
- d'identifier les publics susceptibles de répondre au besoin du titulaire ;
- d'organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- d'accompagner le titulaire dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et le facilitateur) ;
- d'accompagner le titulaire dans la mise en œuvre d'actions de formation - notamment en alternance ;
- de sensibiliser l'entreprise à la mise en place de parcours d'intégration individualisés pour des publics éloignés de l'emploi ou en découverte d'un nouveau métier ;
- de sensibiliser les professionnels de l'emploi au secteur d'activité de l'entreprise ;
- d'organiser des actions en termes de découverte des métiers ;
- de suivre et de contrôler l'application de la clause d'insertion et de signaler les non-conformités pour un éventuel déclenchement de pénalités par l'acheteur ;
- de mesurer et de communiquer auprès de l'acheteur et du titulaire sur les réalisations obtenues dans le cadre

du marché.

**o Mission du titulaire :**

- Le titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, interlocuteur privilégié de l'acheteur et du facilitateur.
- Le titulaire transmet à l'acheteur tous les mois et avant le 15 du mois suivant, tous renseignements utiles (notamment : date d'embauche, type de contrat, poste occupé, justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, attestation trimestrielle d'heures d'insertion adressée par le facilitateur, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.
- Le titulaire adresse à l'acheteur un bilan semestriel récapitulatif de l'ensemble des factures adressées sur la période pour vérification et transmission au facilitateur. En retour, Madame Nathalie Le Fléouter (02.32.60.60.96) [nlefleouter@epn-agglo.fr](mailto:nlefleouter@epn-agglo.fr) indique au titulaire le volume d'heures d'insertion à réaliser.

**o Mission de l'acheteur :**

A l'initiative de l'acheteur, une réunion de mise au point de l'action d'insertion se tient dans les 10 jours suivant la notification du marché et au plus tard lors de la réunion de lancement. Elle est organisée entre le maître d'œuvre, le titulaire, l'acheteur et le cas échéant le facilitateur.

Durant toute la période d'exécution du marché, l'acheteur peut organiser avec le titulaire et, le cas échéant le facilitateur, des réunions de suivi de la clause d'insertion.

**Le contrôle et l'évaluation de l'exécution de la clause d'insertion :**

Il est procédé au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé, tout au long de l'exécution des prestations :

- le titulaire, ou le cas échéant le facilitateur, établit pendant toute la durée du marché un bilan annuel sur la base des bilans transmis à l'acheteur ;
- le titulaire, ou le cas échéant le facilitateur, rédige un bilan final dans le mois précédant la fin de l'exécution du marché transmis à l'acheteur.

Ces bilans portent sur les aspects quantitatif et qualitatif de l'action d'insertion. En tout état de cause, le titulaire informe l'acheteur, par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception, de toute difficulté pour assurer son engagement. Dans ce cas, le facilitateur étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion. A l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion.

Le titulaire conserve l'entière responsabilité de la (ou des) personnes) recrutée (s).

**(1) Clauses environnementales**

Conformément à l'article 18.2 du CCAG-MOE, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

A ce titre, le titulaire s'engage à respecter et faire respecter les réglementations en vigueur relatives aux aspects environnementaux. Le titulaire s'emploiera à développer cet engagement tant sur les missions relatives à la conception que sur les missions relatives aux travaux en lien étroit avec l'ensemble des acteurs du chantier. Dans le cadre de sa mission de base, le maître d'œuvre assurera notamment :



- Le suivi des déchets de chantier (organisation, élimination, tri, collecte et valorisation) ;
- Le suivi opérationnel de la mise en application de la politique de réduction des déchets à la source et des emballages ;
- Le suivi des clauses indiquées dans la charte de chantier propre à faible impact environnemental
- La fourniture de documents et livrables respectueux de l'environnement ;
- L'optimisation des déplacements et utilisation de véhicules propres :
- La mise en œuvre d'un projet poursuivant le label BBCE et Effinergie rénovation et patrimoine avec un projet élaboré sous un aspect coût global et coût du cycle de vie et intégrant donc les problématique d'éco conception et de réemploi.
- Conformément à l'article n°20.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.
- A ce titre, le titulaire s'engage à respecter et faire respecter les réglementations en vigueur relatives aux aspects environnementaux.
- A mettre en œuvre une charte chantier à faibles nuisances et propre
- Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objet du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route. **Le titulaire durant la période de préparation et lors de la réunion de chantier présente cette planification détaillée au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage (type de véhicule, motorisation, parcours, etc.) qui pourra se voir imposer de modifier ses modes de transport.**
- La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché.
- Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.
- Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.
- Le titulaire propose des solutions basées sur une analyse du cycle de vie et le choix se portera sur les choix ayant une empreinte carbone la moins élevée et environnementalement la plus avantageuse avec le coût global le plus compétitif.
- Le titulaire met en œuvre un projet qui permet d'allonger la durée de vie, la réparabilité des produits et basés sur des produits éco-conçus.

#### 1. 9. 6 - Représentation du maître d'ouvrage

Pour l'exécution du marché, le maître d'ouvrage est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par :  
Le chef de service ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- Réception des communications du titulaire avec le maître d'ouvrage, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications du maître d'ouvrage faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG-MOE) ;
- Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 15 du CCAG-MOE) ;

- Signature et notification, en tant que représentant du maître d'ouvrage pour l'exécution du marché, des décisions d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 21 du CCAG-MOE) ;
- Signature et notification des ordres de service (article 3.8 du CCAG-MOE) ;
- Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG-MOE) ;
- Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG-MOE) ;
- Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- Vérifications qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 20 du CCAG-MOE).

#### 1. 9. 7 - Notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG-MOE, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG-MOE, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage et/ ou le maître d'œuvre procéderont à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plateforme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire.

Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG-MOE, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG-MOE, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG-MOE, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commencent à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre, ceux-ci veilleront à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par le maître d'ouvrage et / ou le maître d'œuvre.

## ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-MOE, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles (**daté et signé par les représentants habilités des parties**) ;

- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles ;
- Le programme et ses annexes éventuelles (inclus dans l'objet du marché dans le CCAP et RC) ;
- Les pièces générales suivantes :
  - Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE) du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre ;
  - Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux) du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux ;

*Ces documents ne sont pas fournis par l'administration, ils sont réputés connus par le candidat.*
- L'offre technique, environnementale et sociale du maître d'œuvre ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;

Seul l'exemplaire original de chaque document, conservé dans les archives du maître d'ouvrage, fait foi.

## **ARTICLE 3 - PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Par dérogation à l'article 24 du CCAG-MOE, l'intégralité des études, productions et résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

## **ARTICLE 4 - REMUNERATION - REGLEMENT DES COMPTES - VARIATION DANS LES PRIX**

### **4. 1 - Rémunération**

#### **4. 1. 1 - Généralités**

La rémunération est forfaitaire.

Elle est exclusive de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le MOE s'engage à ne percevoir aucune rémunération d'intervenants autres que la maîtrise d'ouvrage au titre de la présente opération.

#### **4. 1. 2 - Montant**

Le montant de la rémunération est égal au montant hors TVA mentionné à l'article 2-1 de l'acte d'engagement.

#### **4. 1. 3 - Modification**

En cas de modification du programme ou de la mission décidée par le maître d'ouvrage, le marché fait l'objet d'un avenant en application de l'article L.2421-5 du CCP et de l'article 14 du CCAG-MOE et selon les modalités suivantes :

La rémunération est adaptée à partir d'une proposition du MOE faisant apparaître notamment la description des prestations supplémentaires décomposées en temps prévisionnel nécessaire à leur exécution, par compétences et éléments de mission.

Cette proposition fait l'objet d'une négociation.

### **4. 2 - Règlement des comptes**

#### 4. 2. 1 - Modalités de transmission et de paiement

##### (1) Modalités de transmission des pièces de paiement

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte"

**Les factures sont transmises par voie dématérialisée.**

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'Etat.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail «Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

La dématérialisation des factures avec Chorus pro peut être opérée selon plusieurs modalités parmi lesquelles la saisie en ligne de la facture et le dépôt en ligne de la facture. Des possibilités sont aussi proposées qui permettent aux opérateurs économiques de mener le raccordement de leur système informatique de facturation directement à Chorus Pro ou par l'intermédiaire d'un portail tiers.

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

UO/service	DI de RENNES
Numéro d'engagement juridique	
Numéro de marché	
Code service exécutant	FAC0000035
SIRET ETAT	11000201100044

Les documents devront faire apparaître dans leur forme, en pourcentage et en montant, l'état précédent (en cumul) et l'état d'avancement de la demande.

##### (2) Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

#### 4. 2. 2 - Rythme de règlements

Le règlement des sommes dues au MOE pour l'exécution des éléments de mission définis à l'article 1-4 ci-dessus, fait l'objet d'acomptes et d'un solde dans les conditions suivantes

Élément de mission ESQ :

(1)	Exigibilité
100 %	dès l'approbation de cet élément de mission par le RPA

Élément de mission DIAG, APS, PRO :

(1)	Exigibilité
80 %	En fonction de l'avancement de la réalisation des prestations
20 %	Après mise au point et dès l'approbation de cet élément de mission par le RPA

Élément(s) de mission APD :

(1)	Exigibilité
80 %	Après mise au point et dès l'approbation de cet élément de mission par le RPA au moment du dépôt de la/des autorisation(s) administratives
20 %	Après approbation de l'élément de mission par le RPA et obtention de la/des autorisation(s) administrative(s) correspondante(s) à l'élément considérée.

Élément de mission EXE TOTALE :

(1)	Exigibilité
60%	Après validation par le maître d'ouvrage du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)
40%	En fonction de l'avancement des exe réalisés sur présentation de l'état récapitulatif de la production des EXE.

Élément de mission ACT :

(1)	Exigibilité
40 %	Après validation par le maître d'ouvrage du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).
40 %	A la validation du rapport de l'analyse des offres.
20 %	Après la mise au point des marchés de travaux.

Élément de mission VISA, SYN :

(1)	Exigibilité
100%	En fonction de l'avancement des visas des plans d'exécution, sur la production d'un état récapitulatif des plans visés et restant à viser.

Élément de mission DET :

(1)	Exigibilité
20%	En fonction de l'avancement des tâches requises lors de la période de préparation
60%	En fonction de l'avancement des travaux sous forme d'acomptes mensuels sur la production d'un état périodique comportant le compte rendu d'avancement des travaux.
20%	Après acceptation sans réserve de tous les décomptes généraux par les entrepreneurs ou après traitement des réclamations éventuelles de celles-ci par le maître d'œuvre.

Élément de mission AOR :

(1)	Exigibilité
20 %	Après la réception par le maître d'ouvrage de la dernière proposition de réception avec ou sans réserve adressée par le MOE.
40 %	Après la réception par le maître d'ouvrage de la dernière proposition de levée de toutes les réserves adressées par le MOE.
20 %	Après réception par le maître d'ouvrage de la totalité des documents de fin de chantier : DOE entreprises et maître d'œuvre/DIUO/DUEM/Dossier d'identité SSI/CEM/LABEL/déchets-environnement-réemploi.
20 %	Après la fin du délai de garantie de parfait achèvement du (dernier) marché de travaux prévue par l'article 44.1 du CCAG-Travaux ou à l'issue de la prolongation que le maître d'ouvrage pourrait décider en application l'article 44.2 dudit CCAG

Élément de mission OPC :

(1)	Exigibilité
5%	Remise d'un planning global par corps d'état et avis APS et APD + avis PIC + note sur site occupé- continuité d'activité
10%	Remise d'un calendrier détaillé en phase PRO par corps d'état (solution de base et variantes éventuelles) avec les répercussions sur le PSE éventuelles sur le délai par corps d'état et sur le délai global.
5%	En phase ACT, remise d'un rapport sur la répercussion des variantes et PSE sur le délai global et sur le délai de travaux par corps d'état
10%	Après notification à l'ensemble des entrepreneurs du calendrier détaillé d'exécution des travaux.
45%	En fonction de l'avancement des travaux sous forme d'acomptes mensuels sur la production d'un état périodique comportant le compte rendu d'avancement des travaux et du calendrier détaillé d'exécution mis à jour.
10%	A l'issue de la dernière réserve des marchés de travaux et de la remise du rapport de fin de chantier précisant les responsabilités dans les retards et proposant l'application éventuelle de pénalités.
15%	Après la purge de l'ensemble des sujets en GPA

Autres éléments de mission : CSSI – CEM – Acoustique – mobilier et signalétique – sourcing – label- déchets- environnement-réemploi

(1)	Exigibilité
100 %	Après acceptation par le maître d'ouvrage.

(1) Pourcentage du montant de l'élément de mission pour la prestation.

Toutefois ces prestations doivent être réglées partiellement avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important afin que l'intervalle entre le début de réalisation des prestations et le premier acompte ou entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois ou un mois à la demande du MOE (article R.2191-22 du CCP).

Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le MOE indique l'état d'avancement de l'élément de mission permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce constat du maître d'ouvrage sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

#### 4. 2. 3 - Rémunération des éléments de mission

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments de mission est déterminé à partir des montants figurant en annexe à l'acte d'engagement.

Après passation de l'avenant fixant le coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération, il est procédé, si nécessaire, à l'occasion du paiement du premier acompte postérieur à la notification de cet avenant, à un réajustement du montant des éléments de mission payés sur la base du forfait provisoire.

#### 4. 2. 4 - Modalités particulières de paiement

Si le marché est passé avec des **prestataires groupés**, la signature de la demande d'acompte ou du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

En complément aux dispositions de l'article 12.2 du CCAG-MOE, le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une demande de paiement via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre. Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter.
- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant.
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée au maître d'ouvrage.
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 4-2.1 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titu-

laire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître d'ouvrage de l'avis de dépôt ;

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

#### 4. 2. 5 - Acompte

##### (1) Demande d'acompte

La demande d'acompte, établie par le MOE, est envoyée selon les modalités de l'article 4-2.1 ci-dessus.

Elle indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments de mission définies aux articles 1-4 et 4-2.2 du présent CCAP, ainsi que leurs prix, évalués en prix de base et hors TVA.

##### (2) Acompte

A partir de la demande d'acompte présentée par le MOE, le RPA détermine le montant de l'acompte à lui verser dans un état d'acompte conformément aux articles 11.2 et 11.3 du CCAG-MOE.

##### (3) Demande de paiement finale et décompte général définitif

La demande de paiement finale et le décompte général définitif sont établis et transmis au représentant du maître d'ouvrage dans les conditions fixées dans les articles 11.7 et 11.8 du CCAG-MOE.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le maître d'ouvrage de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du CCP, le représentant du maître d'ouvrage peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du maître d'ouvrage paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

### 4. 3 - **Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

#### 4. 3. 1 - Modalités de variation des prix

Les prix sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 4-3.3 et 4-3.4 du présent CCAP.

Les indemnités, les pénalités, les retenues et les primes sont établies hors TVA et ne sont pas affectées par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

#### 4. 3. 2 - Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page de garde de l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé "mois zéro" ( $m_0$ ).

#### 4. 3. 3 - Choix de l'index de référence

L'index de référence *I* choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index Ingénierie publié par l'Insee.

#### 4. 3. 4 - Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision  $C_n$  applicable pour le calcul de l'acompte versé le mois *n* est donné par la formule :

$$C_n = I_{n-3} / I_{0-3}$$

avec :  $I_{0-3}$  = Valeur de l'index de référence *I* prise au mois d'établissement des prix moins 3 mois ;  
 $I_{n-3}$  = Valeur de l'index de référence *I* prise au mois de réalisation des prestations moins 3 mois.

Toutefois si la période de règlement de l'acompte est supérieure à un mois, le mois à prendre en compte est le dernier mois de la période.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

#### 4. 3. 5 - Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le MOE dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- Le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître d'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

### **ARTICLE 5 - EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE JUSQU'À LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX**

#### **5. 1 - Coût prévisionnel des travaux**

Le coût prévisionnel des travaux *C* est le montant de toutes les prestations de travaux nécessaires pour réaliser l'ouvrage tel que défini au programme.



Il est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois  $m_0$  ( $m_0$  ETUDES) fixé en page de garde de l'acte d'engagement.

Le MOE s'engage sur un coût prévisionnel des travaux  $C$  sur la base des études d'Avant-Projet Définitif.

La part de l'enveloppe financière prévisionnelle  $C_0$  affectée aux travaux par le maître d'ouvrage est mentionnée à l'article 2-1 de l'acte d'engagement.

Si l'estimation du coût prévisionnel des travaux, proposée par le MOE au moment de la remise des prestations de l'élément Avant-Projet Définitif est supérieure à la part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux, le maître de l'ouvrage peut refuser d'approuver les prestations et demander au MOE de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière prévisionnelle citée ci-dessus.

Après approbation de l'Avant-Projet Définitif par le maître d'ouvrage, l'avenant défini au 4-2.3 ci-dessus fixe le montant du coût prévisionnel des travaux que le MOE s'engage à respecter.

Pour passer de la rémunération provisoire à la définitive, les parties conviennent de retenir la libre négociation.

## 5. 2 - Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux

Conformément à l'article 13.2 du CCAG-MOE, le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un **taux de tolérance de 10% (réhabilitation)**.

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux, sur lequel s'est engagé le MOE, majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article précédent.

L'avancement des études permet au MOE lors de l'établissement des prestations de chaque élément de mission de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance, et ceci avant même de connaître les résultats des consultations lancées pour la passation des marchés de travaux, le MOE doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

## 5. 3 - Coût de référence des travaux

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition relative à la passation des marchés de travaux, il établit le coût de référence des travaux tel qu'il résulte des consultations tous lots confondus.

Ce coût est le montant des offres considérées, tous critères confondus, comme les plus intéressantes par le maître d'ouvrage. Il est ramené en valeur  $m_0$  du marché de maîtrise d'œuvre par application du coefficient de réajustement  $C_r$  défini ainsi :

$$C_r = BT01_{e-6} / BT01_{t-6}$$

avec :  $BT01_{e-6}$  = Valeur de l'index "**tous corps d'état**" au mois  $m_0$  moins 6 mois, du marché de maîtrise d'œuvre ;

$BT01_{t-6}$  = Valeur de l'index "**tous corps d'état**" au mois  $m_0$  moins 6 mois, des offres du marché de travaux.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Si le coût de référence des travaux dépasse le seuil de tolérance et si le maître d'ouvrage déclare la consultation infructueuse, le MOE a l'obligation de reprendre les études, sans que cela ouvre droit à rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le MOE fait des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage dans un délai de 20 jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après recevabilité prononcée par le maître d'ouvrage, le MOE doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 20 jours à compter de l'accusé de réception de cette recevabilité afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle consultation.

## 5. 4 - Moyens donnés au coordonnateur SPS et bureau de contrôle - Obligations du MOE

Tout différend entre le MOE et le coordonnateur SPS ou le bureau de contrôle est soumis au maître d'ouvrage.

- Le MOE communique directement au coordonnateur SPS et au bureau de contrôle :
  - tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
  - tous les documents relatifs à l'accomplissement des missions du bureau de contrôle.
- Le MOE informe le coordonnateur SPS et le bureau de contrôle de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.
- Le MOE s'engage à :
  - fournir au coordonnateur SPS et au bureau de contrôle, à leur demande, tout autre document et information nécessaires au bon déroulement de leur mission ;
  - respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies par le maître d'ouvrage. Celles-ci font l'objet d'un document notifié au MOE et qui sera annexé au présent marché.
- Pendant toute la durée de l'exécution de sa mission, le MOE doit prendre toute disposition pour donner suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS et faire lever les avis suspendus et défavorables en lien avec les entreprises pour la mission de contrôle technique.
- Le MOE arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.
- Le MOE vise toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS et le bureau de contrôle dans le registre journal de la coordination.
- Pour l'analyse des offres des entreprises, le MOE consulte le coordonnateur SPS et le bureau de contrôle et intègre son avis dans le rapport d'analyse des offres.

## 5. 5 - Variantes pour les marchés de travaux

Le MOE propose le cas échéant les variantes à l'initiative du maître d'ouvrage (prestations supplémentaires éventuelles ou solutions alternatives) auxquelles devront répondre les entreprises.

Le MOE propose au maître d'ouvrage d'autoriser ou non les variantes à l'initiative des entreprises, y compris celles permettant l'utilisation de matériaux recyclés. Dans le cas de variante, il propose les exigences minimales à respecter.

## ARTICLE 6 - EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE APRES LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

Dans le cadre de sa présente mission, le MOE est chargé de faire appliquer les stipulations du marché de travaux liant l'/les entreprise(s) et le maître d'ouvrage et ne peut y apporter aucune modification sans accord préalable de ce dernier.

### 6. 1 - Coût initial des marchés de travaux, conditions économiques d'établissement

Le coût initial des marchés de travaux est celui qui résulte des marchés de travaux passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet.

Ce coût est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux, chacun d'eux étant ramené aux conditions économiques du mois  $m_0$  du premier marché par application du coefficient de réajustement  $C_r$  défini ainsi :

$$C_r = BT01_{1t-6} / BT01_{2t-6}$$

avec :  $BT01_{1t-6}$  = Valeur de l'index "**tous corps d'état**" au mois  $m_0$  moins 6 mois, du premier marché de travaux ;

$BT01_{2t-6}$  = Valeur de l'index "**tous corps d'état**" au mois  $m_0$  moins 6 mois, du marché de

travaux concerné.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Un avenant constate et arrête le montant du coût initial des marchés de travaux que le MOE s'engage à respecter.

## **6. 2 - Tolérance sur le coût initial des marchés de travaux**

Conformément à l'article 13.2 du CCAG-MOE, le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un **taux de tolérance de 5% (réhabilitation)**.

## **6. 3 - Seuil de tolérance sur le coût initial des marchés de travaux**

Le seuil de tolérance est égal au coût initial des marchés de travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article précédent.

## **6. 4 - Comparaison entre réalité et tolérance**

Le coût total définitif des travaux est celui qui, après achèvement de l'ouvrage, résulte des prestations exécutées. Sont exclus les travaux supplémentaires ou modificatifs qui seraient exécutés à la suite d'une décision indépendante du MOE (modifications qui s'imposent au maître d'ouvrage après la passation des marchés de travaux ou résultant de modifications du programme demandées par le maître d'ouvrage).

Ce coût est la somme des montants, en prix de base, des travaux réellement exécutés, chacun d'eux étant ramené aux conditions économiques du mois  $m_0$  du premier marché par application du coefficient de réajustement  $C_r$  tel que défini à l'article 6-1 ci-dessus.

## **6. 5 - Travaux modificatifs ou supplémentaires**

### **6. 5. 1 - Définition**

Les travaux modificatifs ou supplémentaires font l'objet d'une fiche de travaux modificatifs rédigée par le MOE et comprenant son estimation aux conditions économiques au mois  $m_0$  "Travaux" ainsi qu'une analyse détaillée de l'économiste ligne par ligne et une analyse détaillée de l'OPC. Aucun travaux supplémentaire ne peut être réalisé sans à minima une FTM signée par le MOA.

Ces modifications sont classées par le maître d'ouvrage sur proposition du MOE dans l'une des catégories suivantes :

Catégorie 1 : modifications dans la consistance ou le coût du projet demandées par le maître d'ouvrage ou s'imposant à lui.

L'incidence financière de ces modifications n'est pas prise en compte dans le coût total définitif des travaux.

Le MOE estime l'incidence éventuelle de ces modifications sur sa rémunération forfaitaire en la justifiant par éléments de mission conformément aux stipulations de l'article 4-1.3. ci-dessus.

Catégorie 2 : modifications dans la consistance du projet apportées par le MOE en cours d'exécution par suite d'imprévisions, d'imprécisions ou d'adaptations dans ses études ou d'erreurs dans la conduite des travaux.

L'incidence financière des modifications ne peut en aucun cas donner lieu à une rémunération complémentaire du MOE.

L'incidence financière de ces modifications est prise en compte dans le coût total définitif des travaux définis à l'article 6-4 ci-dessus sauf en cas de travaux non signés par la MOA qui seront pris en charge par le titulaire et l'entreprise.

### **6. 5. 2 - Modalités d'acceptation**

Les fiches de travaux modificatifs, et les propositions de classement, établies par le MOE, sont soumises à décision du RPA.

Les décisions du RPA relatives aux travaux modificatifs ou supplémentaires sont portées sur la fiche de travaux modificatifs rédigée par le MOE.

Dans le cas où le coût des travaux modificatifs, chiffré par les entreprises, est supérieur à l'estimation du MOE, ce dernier soumettra une nouvelle proposition justifiée pour acceptation et décision par le RPA.

## **6. 6 - Réduction pour dépassement du seuil de tolérance**

Si le coût total définitif des travaux est supérieur au seuil de tolérance tels que définis aux articles 6-3 et 6-4, le MOE supporte une réduction égale à :

$$10 \% \times (\text{coût total définitif des travaux} - \text{seuil de tolérance})$$

Le montant de la réduction est arrondi à l'euro supérieur.

Cependant, le montant de cette réduction ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

## **6. 7 - Suivi de l'exécution des travaux**

Conformément aux dispositions de l'article 1-4 du présent CCAP, la "direction de l'exécution des marchés de travaux" incombe au MOE qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages. A ce titre il est l'unique interlocuteur des entrepreneurs.

Le maître d'œuvre tient compte dans l'exercice de sa mission de celles dévolues à chacun de ces intervenants et les tient informés des actes relevant de sa responsabilité qui peuvent les concerner.

Pendant les phases d'exécution des travaux, il leur donne notamment accès aux registres de chantiers.

Il prend en compte leur avis pour les questions relevant de leurs missions et fait part, le cas échéant, au maître d'ouvrage des désaccords qui pourraient survenir entre ces intervenants et lui.

En aucun cas le maître d'œuvre ne pourra invoquer les avis des autres intervenants pour se soustraire à ses obligations contractuelles.

## **6. 8 - Ordres de service**

Dans le cadre de l'élément de mission "Direction de l'exécution des marchés de travaux", le MOE est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs. Le MOE en informe préalablement le maître d'ouvrage.

Toutefois les ordres de service ayant une incidence financière ne peuvent être notifiés par le MOE qu'après décision du RPA prise selon les modalités prévues à l'article 6-5.2 ci-dessus.

Les ordres de service doivent être écrits, datés, signés, numérotés et adressés en deux exemplaires par le MOE à l'entrepreneur, dans les conditions prévues à l'article 3.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux. Le MOE transmet une copie de l'ordre de service au maître d'ouvrage qui peut s'assurer à tout moment qu'ils ont bien été délivrés en temps utile conformément à l'article 7-2 du CCAP.

## **6. 9 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

### **6. 9. 1 - Autorité du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le MOE sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger.

Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

Le MOE avant tout démarrage de travaux et tout au long du chantier se coordonne avec le coordonnateur SPS (PPSPS, inspection commune, levée observations du CSPS, agrément sous-traitant, etc.)

#### 6. 9. 2 - Moyens donnés au coordonnateur SPS

##### (1) Libre accès

Le coordonnateur SPS a libre accès aux bureaux de chantier et au matériel mis à disposition du MOE pour ses différentes réunions.

##### (2) Obligations du MOE

Tout différend entre le MOE et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

- Le MOE communique directement au coordonnateur SPS :
  - tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
  - la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
  - chaque version du/des calendrier(s) détaillé(s) d'exécution.
- Le MOE informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.
- Le MOE s'engage à :
  - fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tout autre document et information nécessaires au bon déroulement de la mission de coordination ;
  - respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies par le maître d'ouvrage. Celles-ci font l'objet d'un document notifié au MOE et qui sera annexé au présent marché.
- Le MOE vise toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le registre journal de la coordination.
- Pendant toute la durée de l'exécution de sa mission, le MOE doit prendre toute disposition pour donner suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.
- Le MOE arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.
- Commencement des travaux des marchés dont une période de préparation est prévue mais n'est pas comprise dans le délai d'exécution :
  - Le MOE ne pourra notifier l'ordre de démarrage des travaux que lorsqu'il aura été informé par le coordonnateur SPS de l'intégration des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
  - Par ailleurs, le MOE ne pourra notifier l'ordre de démarrage des travaux que lorsque les obligations édictées à l'article R.4533-1 du Code du Travail seront remplies.
- Commencement des travaux des marchés dont une période de préparation est prévue et comprise dans le délai d'exécution :

Le MOE, après avoir :

- visé les documents remis par les entreprises pendant la période de préparation qui conditionnent le démarrage des travaux,
- été informé par le coordonnateur SPS de l'intégration des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS),

○ vérifié que les obligations édictées à l'article R.4533-1 du Code du Travail sont remplies, avise par écrit le maître d'ouvrage que les travaux peuvent commencer. Il notifie aux titulaires des marchés copie de ce document qui vaut autorisation de commencer les travaux.

## ARTICLE 7 - DELAIS ET PENALITES

### 7.1 - Définitions et points de départ

#### 7.1.1 - Eléments de mission "études"

Elément de mission	Point de départ du délai
ESQ/DIAG/CSSI/Acoustique/mobilier/signalétique/OPC, CSSI, CEM/Label/sourcing/déchets-environnement-réemploi/ DET, VISA	La notification du marché de maîtrise d'œuvre.
APS, APD, PRO, ACT, EXE TOTALE, SYN, AOR	Date de l'accusé de réception par le MOE du prononcé de l'approbation ou recevabilité du document le précédant, dans l'ordre chronologique de déroulement de l'opération. Date de l'envoi sur PLACE.

En aucun cas l'approbation ou la recevabilité tacite ne vaut autorisation de commencer l'élément de mission suivant.

#### 7.1.2 - Elément de mission ACT

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
APS/APD	Calendrier avec délai global des travaux, par corps d'état + remise note sur les travaux en site occupé et la continuité d'activité – analyse des variantes et PSE sur le délai global et sur le délai par corps d'état	Date de l'accusé de réception par le MOE du prononcé de l'approbation ou recevabilité du document le précédant, dans l'ordre chronologique de déroulement de l'opération. Date de l'envoi sur PLACE.
PRO	Remise d'un planning détaillé par corps d'état + remise note sur les travaux en site occupé et la continuité d'activité – analyse des variantes et PSE sur le délai global et sur le délai par corps d'état	Date de l'accusé de réception par le MOE du prononcé de l'approbation ou recevabilité du document le précédant, dans l'ordre chronologique de déroulement de l'opération. Date de l'envoi sur PLACE.
Sourcing	Analyse des résultats du sourcing et mise à jour du PRO-DCE	Date de l'accusé de réception par le MOE du prononcé de l'approbation ou recevabilité du document le précédant, dans l'ordre chronologique de déroulement de l'opération. Date de l'envoi sur PLACE.
DCE	Préparer le(s) Dossier(s) de Consultation des Entreprises (DCE) qui comprend l'AE, le RC, le CCAP et les pièces autres.	Date de l'accusé de réception par le MOE du prononcé de l'approbation ou recevabilité du document le précédant dans l'ordre chronologique de déroulement de l'opération.
Analyse des candidatures	Fournir le rapport d'analyse des candidatures ou du contenu de la première enveloppe.	Date de la remise au MOE des plis contenant les candidatures ou de la première enveloppe. ①
Analyse des offres	Fournir le rapport d'analyse des offres. Analyse par une approche à cout global fondé sur l'analyse du cycle de vie	Date de la remise au MOE des plis contenant les offres.

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
Mise au point des dossiers marchés	Procéder à la mise au point du/des dossier(s) marché(s).	Date de la décision d'attribution des marchés.

① En aucun cas l'approbation ou la recevabilité tacite ne vaut autorisation de commencer l'élément de mission suivant.

#### 7. 1. 3 - Élément de mission VISA, EXE totale et SYN

Définition de la tâche	Point de départ du délai
Viser ou faire part de ses observations sur les plans, notes de calculs, études de détail et autres documents établis par les entreprises.	Date de réception de chaque plan, note de calculs, étude de détail et autre document réalisé par l'entrepreneur.

#### 7. 1. 4 - Élément de mission DET

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
Période de préparation	Ensemble des tâches	A l'émission de l'OS de commencement de la période de préparation
Comptes rendus de l'ensemble des réunions (chantier, mensuelle, démarche environnementale, copil ou cotech, etc)	Etablir et diffuser les comptes rendus de réunion.	Date de la réunion.
Constats	Procéder aux constatations.	Date de la demande de l'entrepreneur.
Notification des décisions	Notifier les décisions du RPA	Date de réception de la décision du RPA
Mémoires de réclamation	Instruire les mémoires de réclamation.	Date de réception de la réclamation de l'entrepreneur.
Etat d'avancement et prévision des travaux et des dépenses avec indication des évolutions notables	Etablir l'état d'avancement.	cf. 7-2 ci-après.
Viser une situation de travaux (titulaire ou sous-traitant)	Viser une situation de travaux	Dépôt sur chorus pro par l'entreprise
Projets de décomptes finaux, décomptes généraux et soldes	Vérifier les projets de décomptes finaux des marchés de travaux et établir les décomptes généraux et soldes avec utilisation de Chorus-pro le cas échéant.	Date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

#### 7. 1. 5 - Élément de mission OPC

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
Planning global phase APD/AVP	Remise du planning global d'exécution des travaux par corps d'état en intégrant les PSE et variantes	Date de l'accusé de réception par le MOE du prononcé de l'approbation ou recevabilité du document le précédant dans l'ordre chronologique de déroulement de l'opération.
Planning détaillé TCE phase PRO	Remise du planning détaillé TCE en intégrant les PSE et variantes	Date de l'accusé de réception par le MOE du prononcé de l'approbation ou recevabilité du document le précédant dans l'ordre chronologique de déroulement de l'opération.
Calendrier des	Etablir le calendrier d'établissement	Point de départ de la ou de chaque

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
documents d'exécution	des documents d'exécution notifié par ordre de service aux entrepreneurs.	période de préparation
Calendrier détaillé	Etablir le calendrier détaillé d'exécution des travaux notifié par ordre de service aux entrepreneurs.	Point de départ de la ou de chaque période de préparation
Mise à jour du calendrier détaillé	Mettre à jour le calendrier détaillé d'exécution des travaux notifié par ordre de service aux entrepreneurs.	Date de réception de la demande de l'ordre de service du RPA
pointage retard planning	Retard sur tâche	Jour de la réunion de chantier
réunion (tout type)	Participation à la réunion de MOE/MOA ou organisateur de la réunion OPC	jour de la réunion
Suivi GPA	Participation aux réunions, visites et planification relatives aux opérations en GPA	Jour de saisine par la MOA d'un désordre en GPA

#### 7. 1. 6 - Elément de mission AOR

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
OPR	Procéder aux Opérations Préalables à la Réception (OPR).	Date de réception, par le MOE, de l'avis de l'entrepreneur titulaire du lot désigné au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) des marchés de travaux ou date prévisible d'achèvement des travaux indiquée dans l'avis.
Proposition de réception	Proposer la réception au RPA et notifier la proposition de réception à l'entrepreneur.	Date du procès-verbal des OPR
DOE/DUEM/Dossier d'identité SSI ①	Remettre le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE), dossier identité SSI et DUEM définitif au maître de l'ouvrage.	Date de réalisation des OPR
CEM/LABEL/déchets-environnement-réemploi.	CEM/LABEL/déchets-environnement-réemploi.	Date de réalisation des OPR
DIUO	Transmettre l'avis du DIUO élaboré par le CSPS	Date de réalisation des OPR
Remise du DOE « maîtrise d'œuvre »	DOE avec mise à jour des plans et des surfaces suivants circulaire surfaces avec saisie notamment des surfaces : SU, SUB, SP, SUN, etc	Date de réalisation des OPR
Examen des désordres	Procéder à l'examen des désordres signalés pendant la Garantie de Parfait Achèvement (GPA).	Date de saisine par le RPA
PV de levée des réserves	Etablir le procès-verbal de levée des réserves.	Date de réception de l'avis de l'entrepreneur ayant levé les réserves.

① Certains documents (pièces nécessaires à l'ouverture au public, au fonctionnement et à la maintenance de l'ouvrage, etc.) doivent être remis au plus tard lors des opérations préalables à la réception.

## 7. 2 - Délais et pénalités

### 7. 2. 1 - Délais et pénalités appliqués aux éléments de mission

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE, le MOE n'est exonéré d'aucune pénalité.



Par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG-MOE, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard.

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG-MOE, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Pour le calcul du nombre de jours de retard, il n'est tenu compte ni du jour de la date limite ni du jour de la date réelle de remise du document.

**Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE, en cas de retard dans l'exécution des délais définis au 7-1 ci-dessus, le MOE subit une pénalité journalière calendaire fixée à : ...**

Élément de mission	Tâche	Délai	Pénalité
<b>ESQ, DIAG</b>	Remise du rapport	30 jours	200€
<b>APS</b>	Remise du rapport	40 jours	200€
<b>APD</b>	Remise du rapport	60 jours	200€
<b>PRO</b>	Remise du rapport	60 jours	250€
<b>EXE TOTALE, SYN, CSSI, mobiliers, signalétique, CEM, acoustique, label, sourcing- déchets-environnement-réemploi</b>	Remise des livrables dont livrables intermédiaires	15 jours	150€

<b>ACT ①</b>	Calendrier avec délai global des travaux, par corps d'état + remise note sur les travaux en site occupé et la continuité d'activité – analyse des variantes et PSE sur le délai global et sur le délai par corps d'état (phase APD)	10 jours	200€
	Remise d'un planning détaillé par corps d'état + remise note sur les travaux en site occupé et la continuité d'activité – analyse des variantes et PSE sur le délai global et sur le délai par corps d'état (phase PRO)	10 jours	200€
	Sourcing	30 jours	100€
	Préparer les DCE	14 jours	200€
	Analyse des candidatures	7 jours	100€
	Analyse des offres	15 jours	200€
	Mise au point des dossiers marchés	8 jours	100€

<b>VISA</b>	Viser ou faire part de ses observations sur les plans, notes de calculs, études de détail et autres documents établis par les entreprises.	5 jours	200€

<b>DET</b>	Ensemble des tâches qui entrent dans le cadre de la période de préparation	Délai de la période de préparation indiquée au CCAP/AE	200 €
	Comptes rendus de l'ensemble des réunions (chantier, mensuelle, démarche	3 jours	100 €

	environnementale, copil ou cotech, etc)		
	Constats	7 jours	
	Notification des décisions	2 jours	100 €
	Tenue et mise à jour du journal de chantier	5 jours	100 €
	Mémoires de réclamation	21 jours	300 €
	Etat d'avancement et prévision des travaux et des dépenses avec indication des évolutions notables	Au plus tard le 5 de chaque mois	100 €
	Visa sur situation de travaux	5 jours	200 €
	Projets de décomptes finaux	②	100 €
	Autres tâches du CCAG Travaux	③	100 €

<b>AOR</b>	OPR	14 jours	100 €
	Proposition de réception	5 jours	100 €
	DOE/DUEM/Dossier d'identité SSI	21 jours	100 €
	DIUO	5 jours	100 €
	CEM/label/Déchets-environnement-réemploi	21 jours	200€
	Examen des désordres	5 jours	100 €
	Examen des désordres en GPA	5 jours	100 €
	PV de levée des réserves	5 jours	100 €

<b>OPC</b>	Remise du planning global d'exécution des travaux par corps d'état en intégrant les PSE et variantes (phase APD)	60 jours	200 €
	Remise du planning détaillé TCE en intégrant les PSE et variantes (phase PRO)	60 jours	200 €
	Calendrier des documents d'exécution	7 jours	100 €
	Calendrier détaillé	15 jours	100 €
	Mise à jour du calendrier détaillé	5 jours	100 €
pointage retard planning	Retard sur tâche	2 jours	100 €
réunion (tout type)	Participation à la réunion de MOE/MOA ou organisateur de la réunion OPC	0 jours	300 €
GPA	Suivi et planification de la résolution des désordres en GPA	5 jours	100 €

**\* La valeur contractuelle du délai est fixée par le maître d'œuvre à l'article 3 de l'acte d'engagement.**

- ① Toutefois ces délais pourront, éventuellement, être modifiés par voie d'avenant en fonction de la nature de chaque DCE.
- ② Jusqu'à la plus tardive des 2 dates suivantes :
- 15 jours après la réception du projet de décompte final ;
  - 15 jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.
- ③ Délais définis dans le CCAG-Travaux.

Les DOE, DUEM, Dossier d'identité incendie, CEM, dossier déchets-environnement-réemploi et label sont adressés au maître d'œuvre au plus tard une semaine avant la tenue des opérations préalables à la réception et des mises à jour sont effectuées afin que les DOE définitifs soient disponibles au moment où le maître d'ouvrage procédera à la réception des ouvrages. Le point de départ des 3 semaines pour la remise des documents définitifs est la date des opérations préalables à la réception.

Le MOE met en œuvre les moyens pour obtenir de la part du CSPS le DIUO et le vérifier dans les mêmes délais que les DOE.

#### 7. 2. 2 - Pénalités liées au non-respect des clauses sociales

Par dérogation à l'article 18.1.5 du CCAG-MOE, en cas de non-respect du nombre d'heures d'insertion professionnelle contractuel, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100 € par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des documents justificatifs que le titulaire doit fournir, le maître d'ouvrage appliquera une pénalité forfaitaire de 250 €, après mise en demeure du titulaire. La pénalité s'applique pour chaque mise en demeure.

#### 7. 2. 3 - Pénalités pour non-respect des clauses de confidentialité.

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-4 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 2000 €.

#### 7. 2. 4 - Pénalité pour non-respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.8.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 2000 €.

#### 7. 2. 5 - Pénalités sur les situations de travaux

Le défaut de mention de la date de réception ou de remise de la demande de paiement des entrepreneurs entraîne l'application d'une pénalité forfaitaire de 100 € par demande présentée.

Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG-Travaux, le délai dans lequel le maître d'œuvre notifie l'état d'acompte mensuel est de 5 jours calendaires à compter de la réception de la demande du titulaire sur la plateforme Chorus. En cas de dépassement de ce délai pour vérifier les projets de décomptes mensuels des marchés de travaux, le MOE encourt une pénalité de 200 € par jour calendaire de retard. En cas de versement des intérêts moratoires par le maître d'ouvrage cette pénalité est égale au montant de ces intérêts qui lui sont directement imputables.

#### 7. 2. 6 - Pénalités sur les réunions de chantier ou réunions spécifiques

La présence du titulaire à toutes les réunions nécessaires au bon fonctionnement du chantier et à la bonne réalisation de l'ouvrage est indispensable, dont les points avec la juridiction ou des réunions avec le Département immobilier ou cour d'appel de Rouen. En cas d'absence du chargé d'affaire, un remplacement est automatiquement mis en place avec un personnel connaissant le projet, ayant un pouvoir de décision et de signature. La présence du maître d'œuvre n'est donc pas limitée aux seules réunions de chantier. L'absence à une réunion indispensable au bon fonctionnement du projet et du chantier entraîne l'application d'une pénalité forfaitaire de 300 euros.

#### 7. 2. 7 - Pénalité relative à la période de préparation

En cas de non-respect de l'ensemble de ses obligations prévues pendant la période de préparation fixées à l'article 2.9 du CCTP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire journalière fixée à 200 € par tâche.

#### 7. 2. 8 - Pénalité pour une carence d'obligation d'affichage (panneau de chantier/travailleurs détachés , etc.)

A défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article infra, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 1 000 euros pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.

#### 7. 2. 9 - Pénalités diverses pour le titulaire du présent marché

- Chaque avis défavorable du bureau de contrôle au stade APD et PRO sera sanctionné d'une pénalité pour le MOE de 100 €.

- Chaque observation du CSPS relevant du danger immédiat ou d'une mise en conformité immédiate sera sanctionné d'une pénalité de 100 € pour le MOE
- Absence de levée d'un avis défavorable du bureau de contrôle et d'un avis urgent du CSPS par infraction et par jour calendaire: 100 € pour le MOE et l'entreprise qui court 24 heures à partir de la notification par le CT ou CSPS
- Retard dans la remise et/ou présentation d'échantillon de matériaux et matériels par jour calendaire et par échantillon : 50 €
- Erreur de traitement de l'équipe de MOE sur une situation d'une entreprise dans chorus pro : 100 € par erreur.
- Travaux réalisés par un sous-traitant sans agrément du MOA ou sans inspection réalisée ou sans PPSPS remis ou sans une couverture financière soit par un avenant soit par une FTM signée par la MOA en cas de travaux supplémentaires même urgent : 1000 euros pour chaque infraction pour le MOE.
- Travaux réalisés sans fiche de travaux modificative signée du MOA ou sans avenant notifiée à l'entreprise sur PLACE par le MOA : 500 euros pour le MOE + prise en charge du coût des travaux avec l'entreprise
- Non résolution d'un désordre en GPA avant la fin de la période de GPA : 100 euros par jour de retard pour le MOE
- Non communication du rapport d'analyse d'un sous-traitant : 500 euros pour le MOE
- Absence de remise des DOE vérifiés par la MOE. Le MOE doit réaliser un DOE « MOE » avec plans et tableau de surface en SUB – SU – SPP et le nombre de résident par local. Ces plans doivent être impérativement réalisés par un géomètre en co-traitance ou sous-traitance de : 200 euros par jour de retard
- Absence de transmission du tableau de retards et pénalités : 100 euros par jour de retard
- Manquement dans la coordination avec la juridiction dont le mainteneur multi technique dans tous les domaines dont (sûreté, SSI, gardiennage, maintenance, etc) impliquant soit des devis supplémentaires soit un impact sur le planning : 1000 euros par manquement pour le MOE.

## **ARTICLE 8 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

### **8.1 - Retenue de garantie**

Sans objet.

### **8.2 - Avances**

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG-MOE et s'appliquent pour toutes les tranches, le cas échéant.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 5 % du montant initial TTC du marché si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 5 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 4-2.1 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

En application des articles R2191, R2192-2 et R2191-14 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 20 %, le seuil de déclenchement du remboursement de l'avance est abaissé à 50 %.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-14 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

## ARTICLE 9 - ADMISSION - ACHEVEMENT DE LA MISSION - RESILIATION

### 9.1 - Admission des documents présentés par le MOE

#### 9.1.1 - Nombre d'exemplaires

Les documents présentés par le MOE sont remis au RPA, sous forme dématérialisée au format PDF, doc (ou odt), et ppt (ou odp) pour les pièces écrites, pdf et xls (ou ods) pour les tableaux, et dwg et pdf pour les pièces graphiques.

En complément, la transmission des dossiers correspondant aux éléments de mission (AVP, APS-APD (dont AA) sera effectuée par courrier aux frais du maître d'œuvre.

Un exemplaire papier sera systématiquement transmis au maître d'ouvrage.

En cas de demande, le maître d'œuvre transmettra également un exemplaire papier au CSPS et/ou au CT.

Ces éléments devront être en possession des partis concernés, au plus tard 4 jours ouvrés avant la réunion de présentation de chaque élément de mission au maître d'ouvrage.

Le tableau ci-après précise le nombre d'exemplaires maximum à fournir sur support papier relié :

Élément de mission	Document	Nombre d'exemplaires minimum
ESQ/DIAG/FAISA/CEM/LABEL/déchets-environnement-réemploi/mobilier, signalétique/ acoustique/ label/sourcing	Esquisse/Diagnostic/Faisabilité/coût annuels d'exploitation entretien maintenance/LABEL/déchets-environnement-réemploi/mobilier, signalétique/ acoustique/ label/sourcing	1
APS	Avant-Projet Sommaire	1
APD	Avant-Projet Définitif	1
Autorisations administratives	Dossiers d'autorisations administratives	4+4 (+ fonction service instructeur)
PRO	Études de projet	1
ACT	Dossiers de Consultation des Entreprises (DCE)	1
AOR	DUEM/Dossier d'identité SSI/ coût annuels d'exploitation entretien maintenance/LABEL/déchets-environnement-réemploi/mobilier, signalétique/ acoustique/ label/ DOE	1

#### 9.1.2 - Délais d'admission des documents d'études

L'admission consiste en l'acceptation en l'état ou avec observations par le RPA des documents d'études correspondant à l'élément de mission remis et conformes aux prescriptions du marché.

Par dérogation à l'article 20.2 du CCAG-MOE, les décisions relatives à la vérification des documents présentés par le MOE (décision d'admission en l'état, d'admission avec observations, d'ajournement, de réfaction ou de rejet pour chacun des éléments de mission de maîtrise d'œuvre) ne sont pas assujetties de délais particuliers.

Si cette décision n'est pas notifiée au maître d'œuvre, la prestation n'est pas considérée comme admise.

#### (1) Réfaction

Par dérogation à l'article 21-3 du CCAG-MOE la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose de 30 jours pour présenter ses observations ou adresser un mémoire de réclamation au sens de l'article 35 du CCAG-MOE ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du pouvoir adjudicateur. Si le titulaire formule des observations, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite de 30 jours pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

#### (2) Ajournement

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le MOE dans le délai fixé par l'article 21.2.1 du CCAG-MOE et soumis aux dispositions de l'article 7-2.1 ci-dessus.

Suite à une décision d'ajournement, le RPA dispose, pour admettre les prestations mises au point, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

#### (3) Rejet

Le rejet se fait dans les conditions fixées par l'article 21.4 du CCAG-MOE qui prévoit une procédure contradictoire préalable à la décision de rejet.

Suite à une décision de rejet, le RPA dispose, pour admettre les prestations modifiées, présentées par le MOE, des mêmes délais que ceux indiqués à l'article 9.1.2.

#### 9. 1. 3 - Délais de vérification des autres documents présentés par le MOE

Par dérogation à l'article 20.2 du CCAG-MOE, les décisions relatives à la vérification des documents présentés par le MOE ainsi qu'à la notification de sa décision d'admission en l'état, d'admission avec observations, d'ajournement, de réfaction ou de rejet pour chacun des éléments de mission de maîtrise d'œuvre ne sont pas assujetties de délais particuliers.

En n'aucun cas, la prestation ne pourra être considérée comme admise sans validation du RPA.

En cas de rejet ou d'ajournement, le RPA dispose, pour donner son avis, après présentation par le MOE des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

La vérification peut être assortie de conditions à prendre en compte par le MOE dans un délai fixé par le RPA et soumis aux dispositions de l'article 7-2.1 ci-dessus.

### **9. 2 - Achèvement de la mission**

La mission du MOE s'achève à la plus tardive des dates suivantes :

- L'expiration du/des délai(s) de "Garantie de Parfait Achèvement" (G.P.A. prévue à l'article 44.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux) et à la levée de tous les désordres en GPA ;
- La levée de la dernière réserve ;
- L'instruction du dernier mémoire de réclamation des entreprises ;

ou lorsque le RPA décide que les obligations contractuelles du MOE sont globalement remplies.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie par le RPA, sur demande du MOE.

### **9. 3 - Arrêt de l'exécution des prestations**

Le RPA se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques telles que définies à l'article 1-4 du présent CCAP.

La décision motivée d'arrêter l'exécution des prestations à l'issue d'une partie technique, donne lieu à indemnité dans les conditions de l'article 31 du CCAG-MOE et selon les modalités de l'article 9-4.1 du présent CCAP sauf dans le cas où elle intervient du fait de la défaillance du maître d'œuvre.

#### **9. 4 - Résiliation**

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 27 à 31 inclus du CCAG-MOE, avec les précisions décrites dans les articles 9-3.1 à 9-3.3.

##### **9. 4. 1 - Résiliation pour motif d'intérêt général**

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du MOE, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 31 du CCAG-MOE est fixé à 5 % par dérogation.

##### **9. 4. 2 - Résiliation du marché aux torts du MOE ou cas particulier**

Dans l'hypothèse où le MOE disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG-MOE complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 30 du CCAG-MOE.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif, ainsi que conformément aux articles L2141-7 à L2141-11.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 30.2 du CCAG-MOE.

Dans l'hypothèse où le MOE ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, dans les conditions définies à l'article 32 du CCAG-MOE.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

##### **9. 4. 3 - Autres cas de résiliation**

Le marché pourra notamment être résilié sans indemnité dans l'un des cas suivants :

- Le MOE s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités, dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 5-3 du présent CCAP ;
- Après appel à la concurrence infructueux, lorsque le MOE ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel ;
- Lorsque le MOE, après mise en demeure adressée par le MOA, ne parvient pas à concevoir un projet qui intègre les demandes programmatiques de la MOA ;
- Lorsque le montant des pénalités du MOE dépasse 20% de son marché.

## ARTICLE 10 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

N° Articles du CCAP		N° Articles auxquels il est dérogé
1-9.3.4	Déroge à l'article	9.1 du CCAG-MOE
2		4.1 du CCAG-MOE
3		24 du CCAG-MOE
7-2.1		16.2.1, 16.2.2, 16.2.3 et 16.2.4 du CCAG-MOE
7-2.2		18.1.5 du CCAG MOE
7-2.5		12.2.2 du CCAG-Travaux
7-2.2		18.1.5 du CCAG-MOE
9-1.2		20.2 du CCAG-MOE
9-1.2.1		21.3 du CCAG-MOE
9-1.3		20.2 du CCAG-MOE
9-4.1		31 du CCAG-MOE